

## Politique

- Les jeunes candidates qui se lancent en politique sont souvent victimes de cyberharcèlement.
- Menaces de viol, insultes, drague lourde...
- Elles appellent à une réaction politique et sociétale.

## ELECTIONS 2019

# Les jeunes femmes politiques, cyberharcelées

Elles ont entre 24 et 31 ans, se présentent pour la première ou la deuxième fois aux élections et veulent incarner le renouveau politique. Dès l'instant où ces femmes ont eu accès à une certaine visibilité, cyberharcèlement et cybersexisme les attendaient au coin du clavier. Non pas à cause de leur positionnement politique ou des idéologies qu'elles défendent, mais parce qu'elles sont femmes.

Menaces de mort, de viol, propositions indécentes, insultes quotidiennes, drague lourde... Les témoignages de ces jeunes candidates sont édifiants. D'un manque de respect, d'une minimisation d'un phénomène d'une ampleur effrayante véhiculé sur les réseaux sociaux.

Elles sont probablement loin d'être les seules. Les quelques femmes politiques qui se sont manifestées jusqu'ici auprès de l'Institut pour l'égalité des hommes et des femmes n'ont pu obtenir justice. "Nous avons reçu des signalements mais ça n'a jamais débouché sur des suites. Comme il s'agissait de messages privés, la loi sexisme ne pouvait s'appliquer parce que son champ d'action se limite à la sphère publique", explique cette instance.

Au-delà du cadre politique, le cyberharcèlement des femmes est un sujet méconnu et peu abordé. En 2018, le Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes (HCE) français a réalisé une étude sur les violences faites aux femmes en ligne. "Internet n'est pas toujours un espace de liberté et de sécurité pour les femmes, les violences qu'elles y subissent sont massives: 73% des femmes déclarent en être victimes, et pour 18% d'entre elles, sous une forme grave. Ces violences visent un seul et même objectif: contrôler la place des femmes et les exclure de l'espace public présentiel ou numérique", observe ce rapport.

Toutes posent des constats similaires. Les cyberharcéleurs bénéficient d'une impunité quasi totale. Ni la prévention, ni les moyens de lutte, ni le suivi des plaintes ne sont au rendez-vous. Certains collègues masculins les soutiennent, d'autres en rajoutent une couche, beaucoup s'étonnent de ce qui leur arrive.

En outre, leurs aînés et aînées en politique ne semblent pas avoir compris l'urgence de la lutte contre le cyberharcèlement, combat qui se cantonne surtout au cadre scolaire et à la jeunesse.

## Les harceleurs sont souvent des hommes majeurs

Selon les statistiques de la police fédérale, les plaintes contre le cyberharcèlement oscillent entre 10 000 et 5 000 depuis une dizaine d'années (7 897 en 2016, 7 651 en 2017). En 2018, 3 853 plaintes ont été enregistrées durant le premier semestre. Pour 1 110 faits, au moins un suspect a été identifié: 82,3% sont des hommes et 95,4% sont majeurs.

Le suivi des plaintes est pour l'instant impossible à évaluer: on ne connaît tout simplement pas le nombre de condamnations sur base de cyberharcèlement. "Le cyberharcèlement via les réseaux sociaux ne fait pas partie de l'incrimination mais en est un moyen et il n'existe donc pas à l'heure actuelle de statistiques de condamnations sur cette base", explique Christine-Laura Kouassi, porte-parole du SPF Justice.

Reste encore le problème de l'anonymat sur Internet, derrière lequel se cachent parfois les auteurs. Soulignons une avancée l'année dernière: un tribunal belge a condamné un utilisateur anonyme de Twitter qui harcelait une femme (sur base de ses convictions religieuses). Un autre cas est en cours. "Un seul acte peut être considéré comme du harcèlement mais il faut un certain degré de menace, de gravité qui dépasse l'injure. C'est la justice et la jurisprudence qui fixe la limite. Il arrive également que le harcèlement soit le fait d'une stratégie organisée. Il reste extrêmement difficile de prouver qu'un groupe de personnes en cible une seule dans le but de lui nuire. Quoi qu'il en soit, une série de faits individuels peut être considérée comme du harcèlement, ce qui nécessite une réaction de la société. Tout ce qui relève du harcèlement ne relève pas nécessairement de la loi. C'est à l'ensemble de la société d'agir avec des actions ciblées, de la prévention, etc.", note Patrick Charlier, le directeur d'Unia.

Sarah Freres

## Leila Agic PS

### "C'est comme le harcèlement de rue"

Tu vas voir la réputation qu'on va te faire." C'est l'un des nombreux messages qu'a reçus Leila Agic, la plus jeune candidate sur la liste PS pour la Région bruxelloise, après avoir refusé les avances d'un homme qu'elle avait remercié pour son soutien et qui avait vu là une porte ouverte. Le cyberharcèlement a commencé lorsqu'elle faisait campagne pour les communales. "On m'envoyait des messages pour m'inviter en tête-à-tête. Quand je ne répondais pas, on me disait que c'était scandaleux de ne pas répondre au citoyen, pour qui je me prenais, etc. Ça ne s'est jamais arrêté depuis. En fait, c'est comme le harcèlement de rue", affirme-t-elle.

Comme de trop nombreuses femmes (98%), Leila Agic est régulièrement confrontée aux remarques sexistes dans l'espace public. "J'ai

grandi avec ça. Le harcèlement de rue et celui en ligne ne sont pas deux problèmes différents mais plutôt deux faces d'un même problème. Les gens pensent qu'une seule remarque ne compte pas, ils ne savent pas qu'on s'en prend toute la journée. Et mes idées, on s'en fout. D'ailleurs, quand ma réponse ne convient pas à mes interlocuteurs, je suis attaquée sur mon engagement politique. Pourtant, ils ne viennent pas me parler pour connaître mes combats", avance-t-elle.

En pointant du doigt ce genre de comportements, la jeune femme s'inquiète. "Je n'ai pas envie qu'on croit que je me victimise." Des propos qui traduisent le sentiment de culpabilité éprouvé par les victimes de harcèlement et qui constitue bien souvent un obstacle à la prise de parole. Quoi qu'il en soit, Leila Agic, également victime de racisme, reste positive et n'a pas l'intention d'adopter des stratégies de défense. "Il est trop important de féminiser et de diversifier le monde politique pour que je m'arrête à ça."

S. F.

## “On m'a dit que ce ne serait pas grave si on venait me violer”

**Opaline Meunier** CDH

**T**out a commencé avec sa médiation, lorsqu'elle était présidente du syndicat étudiant Unécof. Depuis, deux crises aiguës de cyberharcèlement l'ont profondément marquée. *“J'ai vécu l'enfer quand j'ai rejoint Mons en Mieux et George-Louis Bouchez (MR). Des centaines de commentaires de haine me sont parvenus”*, se souvient-elle.

Il y a un mois, alors que Notre-Dame de Paris s'enflamme, Opaline Meunier explique sur Twitter que la cathédrale sera reconstruite et qu'il lui semble que certaines choses sont plus graves dans la vie. Le déferlement de haine est instantané. *“C'est l'épisode le plus dangereux, le plus violent et le plus effrayant que j'ai jamais vécu. 95 % des messages agressifs et des tweets qui m'ont été envoyés venaient d'hommes plus âgés. Un homme français de 60 ans tweetait : ‘Elle est conseillère municipale à Mons, on cherche son adresse.’ Un autre a embrayé : ‘OK je suis en train de chercher aussi.’ Ces deux personnes, que je ne connaissais ni d'Ève ni d'Adam, assumaient publiquement chercher l'adresse d'une conseillère communale de 26 ans! Pourquoi? Qu'est-ce qu'ils voulaient faire? Est-ce qu'ils allaient prendre leur voiture et rouler jusqu'à Mons pour me faire quelque*

*chose?”* confie-t-elle.

Pendant plusieurs jours, le CDH reçoit des appels de personnes disant vouloir tuer la candidate humaniste ou demandant la date de son enterrement. Ouvrant le courrier de sa fille, son père lit les mots d'une personne, anonyme, la traitant de truie, en majuscules, souligné trois fois. Sur Internet, les menaces de mort et de viol se succèdent. *“Un des messages qui m'a le plus marquée, c'était celui d'un homme qui disait : ‘Si ce n'est pas grave pour toi que Notre-Dame ait brûlé, ce ne sera pas grave non plus quand on viendra te violer”*”, raconte-t-elle.

En pleine campagne électorale, le temps lui manque pour aller porter plainte. *“Je crois que je m'en voudrais d'aller déranger les policiers à Mons pour ça. Ils n'ont pas les moyens matériels, logistiques, financiers et humains pour assurer un suivi. C'est peut-être un des enseignements politiques que je retire de tout ça. Aujourd'hui, on n'est pas armé pour lutter contre le cyberharcèlement. C'est comme si, tant qu'il n'y a pas de sang, de meurtre, de viol..., il n'y a pas de crime. Pourtant, les effets du cyberharcèlement peuvent être destructeurs, entraîner des problèmes de confiance en soi, de développement personnel... Ça laisse des marques.”*

S. F.

## “Le cybersexisme vise à faire taire notre voix”

**Margaux De Ré** Écolo

**A** 29 ans, Margaux De Ré participe pour la première fois aux élections. Cofondatrice de l'agence digitale Nextmoov et responsable de la communication numérique du parti écologiste, la maîtrise des réseaux sociaux est pour elle une seconde nature.

*“J'ai souvent observé que la parole est plus libérée sur Twitter mais je ne l'avais pas vraiment vécu avant de m'engager en politique. C'est assez sidérant. Il y a un cybersexisme très répandu et qui voudrait que quand une femme parle, c'est forcément bête, faux ou mal documenté. Comme si on voulait faire taire sa voix. Or, quand des gens sont poussés au si-*

*lence, ce n'est jamais un bon signal pour la société. Peu à peu, tu sens qu'une machine se met en place contre toi pour conditionner et contrôler tes propos. Récemment, j'ai posté une photo avec un slogan féministe. J'ai eu immédiatement peur des réactions. D'une certaine manière, j'ai l'impression de me sentir forcée à adopter une certaine pudeur, ce qui n'est pas le cas des harceleurs. Certains se permettent de commenter mon physique en message privé. Je pense qu'ils n'oseraient pas me le dire en face. Le fait d'être derrière un écran et un compte anonyme délie les langues. Ils oublient que derrière l'autre écran il y a une autre personne qui en souffre”*, dénonce-t-elle.

Dans les pas de la coprésidente d'Écolo, Zakia Khattabi, Margaux De

Ré est une féministe de plus en plus engagée et axe notamment sa campagne sur l'accès des femmes à l'entrepreneuriat et aux métiers numériques. *"Quand on parle de féminisme sur les réseaux sociaux, on se fait vite traiter de féminazie. C'est un thème qui entraîne la violence. J'aimerais parler d'égalité, de parité, notamment dans les postes à responsabilité... Mais comme je me prends une volée de bois vert, ça empêche tout débat sur des questions qui sont pourtant fondamentales. On me dit souvent que j'ai l'air d'une hystérique. Ou alors on me drague. J'ai l'impression qu'il y a une forme de fa-*

*talité: tu es une nana, tu es jeune, tu dois t'y attendre. C'est très décourageant. Le système actuel nous pousse à nous dire: bon ben tant pis",* ressent-elle.

Pour la jeune femme, il y a une urgence. Le cyberharcèlement devra être une priorité politique dans les années à venir. Et elle lance une idée: inclure la notion de cyberharcèlement dans les cours d'informatique, avec un volet sur celui qui vise les femmes et les minorités. *"Tant que ce n'est pas un enjeu politique, ça ne va pas atterrir dans les manuels scolaires."*

S. F.

## "Des hommes m'envoient des photos intimes"

**Laure Lita MR**

**M**otivée par nomination de Françoise Schepmans comme tête de liste MR à Bruxelles, Laure Lita regrette que la lutte contre le cyberharcèlement se limite au cadre scolaire. *"On oublie complètement celui des femmes. Oui, c'est une affaire d'éducation, de prévention, de sensibilisation. Mais les jeunes ne sont pas les seuls concernés! Je n'avais jamais connu ça avant et je suis sidérée de voir que personne ne s'y intéresse. Ce qui nous arrive est dingue! J'ai l'impression qu'à part dire 'tu ne dirais pas ça à ta sœur, ta mère, ta cousine', il n'y a rien à faire. Porter plainte n'est pas une option crédible. C'est aux partis politiques mais aussi aux*

*plateformes internet d'agir",* avance-t-elle.

Anticipant les critiques, elle insiste: si les femmes sont ciblées, c'est avant tout en raison de leur genre. *"En politique, nous faisons la même chose que les hommes, nous avons le même désir d'être élues. Pourtant, nous ne sommes pas traitées de la même manière par les électeurs. Quelqu'un m'écrit tous les jours depuis les élections communales. Certains hommes m'envoient des photos intimes. Un m'a même proposé un spa nudiste avec lui! Et face à ça, j'entends souvent que j'exagère. Que je dois laisser couler et attendre la fin de la campagne pour réagir. Je finis par prendre tout à la rigolade, sinon je deviendrais folle. Mais ce qui me gêne, c'est qu'au final c'est toujours la femme qui paie, qui contrôle sa parole."*

S. F.

## "Mes collègues masculins ne sont pas confrontés à ça"

**Sophie Rohonyi Défi**

**E**n faisant son entrée dans l'arène politique, Sophie Rohonyi, candidate pour Défi, voulait être joignable par ses concitoyens. Elle crée alors une page publique sur Facebook et, rapidement, les messages privés se multiplient. Beaucoup n'ont pas trait à la chose publique. *"Les gens utilisent les réseaux sociaux comme si c'était un site de rencontres. Et ils insistent. Quand je réponds que je ne suis pas intéressée ou quand je ne réponds pas assez vite, je me fais insulter. Beaucoup de jeunes femmes du parti sont confrontées à cela, contrairement à nos collègues masculins. Quelques-uns ont déjà reçu des messa-*

*ges de femmes qui étaient intéressées mais aucune n'a insisté quand ils leur ont dit non",* explique-t-elle.

Face aux insultes, Sophie Rohonyi a décidé de bloquer ses harceleurs sur les réseaux sociaux. Et se prive donc de les atteindre politiquement alors qu'elle se voulait accessible. *"Il faut du courage pour faire de la politique mais encore plus quand on est une jeune femme. Au début, je l'ai très mal vécu parce que je ne comprenais pas pourquoi ça m'arrivait. Est-ce c'était moi qui m'y prenais mal? J'essayais de comprendre la réaction des hommes et j'ai fini par réaliser que ce n'est pas ma faute. Je n'ai plus l'énergie de réagir à ces insultes qui portent sur qui je suis, mon âge, mes origines, mon physique",* poursuit-elle.

S. F.